

Rapport N°2024/5-13
Au Bureau de la Communauté
En séance du jeudi 31 octobre 2024

OBJET : AUTORISATION DE SIGNER DES AUTORISATIONS D'OCCUPATION PRECAIRE (AOP) POUR LES ASSOCIATIONS OEUVRANT AU SEIN DE LA RESSOURCERIE DE COCO ROBERT LA MARE A SAINTE MARIE : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCERIES DE L'INSERTION ET DE L'ENVIRONNEMENT (ADRIE), ACTION DE PROXIMITE SAINTE MARIE (APSM) ET TI TANG RECUP (TTR)

A/CONTEXTE

La CINOR est propriétaire d'un bâtiment de 3000 m² sur une parcelle d'emprise foncière dans la zone d'activités de Coco Robert à Sainte Marie. Ce bâtiment a fait l'objet d'une réhabilitation dans le cadre d'un projet de centre de tri et de ressourcerie/recyclerie ; et des travaux d'aménagement et de remise aux normes pilotés par la CINOR ont conduit à la réalisation de 3 ateliers de transformation ainsi que d'un espace de vente et de commercialisation commun des produits transformés. Ce bâtiment héberge depuis septembre 2015 plusieurs ateliers de transformation et de réparation de :

- Textiles, Linge, Chaussures (TLC) ;
- Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E) ;
- Encombrants, meubles et mobiliers divers.

Les associations APSA, TTR et ADRIE reconnues pour leur implication dans ces domaines se sont positionnées afin de mettre en place des ateliers chantiers d'insertion autour des thématiques suivantes :

- Collecte et réparation de petits appareils électroménagers et D3E, collecte et réparation du bric à brac, collecte et remise en état du mobilier, vente, entretien des locaux, actions de communication et de sensibilisation par l'APSM ;
- Collecte, traitement, transformation et vente des TLC usagés par TTR ;
- Collecte et réparation des D3E, encombrants, mobiliers et vente par l'ADRIE.

B/CONSTAT

Ces associations bénéficient de conventions pluriannuelles avec l'Etat pour le recrutement de personnes en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) et sollicitent la CINOR en investissement et fonctionnement dans le cadre de ces Ateliers Chantiers d'Insertion. Dans le cadre de l'exploitation de cette ressourcerie, la CINOR a autorisé chacune des associations à occuper leur partie du bâtiment à travers des autorisations d'occupation précaire (AOP) pour une durée de 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2023, les AOP prennent donc fin le 31 décembre 2024.

Cette occupation est destinée exclusivement pour l'ADRIE et l'APSM à la réparation de petits appareils électro-ménagers et tout venant et leur vente, l'entretien intérieur et extérieur des locaux, les actions de communication et de sensibilisation. Pour TTR il s'agit exclusivement du traitement, de la transformation et la vente des TLC (Textile- Linge et chaussures). Pour toute autre occupation, L'Association Ti Tang Réunion (TTR) devra au préalable obtenir l'accord de la CINOR en envoyant un courrier en recommandé avec accusé de réception.

C/PROPOSITION

Afin que ces associations puissent continuer à exploiter les locaux de la CINOR de le cadre de leurs activités, il est proposé de renouveler les AOP pour une durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

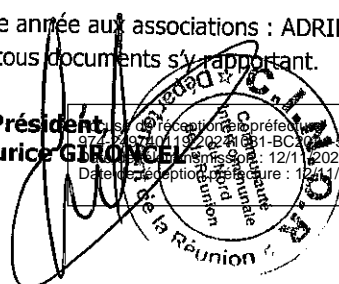
N.B : Les conventions de fonctionnement avec ces associations feront l'objet d'un nouveau rapport à la fin de l'année 2025.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les termes des autorisations d'occupation précaire (AOP) pour une année aux associations : ADRIE, APSM, TTR
- Autoriser le Président à signer ces autorisations d'occupation précaire et de tous documents s'y rapportant.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEY



**DECISION N°2024/5-13
Du Bureau de la Communauté
En séance du 31 octobre 2024**

**OBJET : AUTORISATION DE SIGNER DES AUTORISATION D'OCCUPATION PRECAIRE (AOP) POUR LES ASSOCIATIONS
OEUVRANT AU SEIN DE LA RESSOURCERIE DE COCO ROBERT LA MARE A SAINTE MARIE : ASSOCIATION POUR LE
DEVELOPPEMENT DES RESSOURCERIES DE L'INSERTION ET DE L'ENVIRONNEMENT (ADRIE), ACTION DE
PROXIMITE SAINTE MARIE (APSM) ET TI TANG RECUP (TTR)**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 12 juillet 2010 affaire n° 2010/4-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

- 1) Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
- 2) Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
- 3) Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
- 4) Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
- 5) Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
- 6) Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, CGE ;
- 7) Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
- 8) Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
- 9) Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/5-13 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-13-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

ARTICLE 1

D'approuver les termes des d'occupation précaire (AOP) pour une année aux associations : ADRIE, APSM, TTR

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ces autorisations d'occupation précaire et de tous documents s'y rapportant.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



The stamp is circular with the text "Département de la Réunion" around the top and "Commune Intercommunale du Nord" around the bottom. In the center, it says "C.I.M.O.R." and "de la Réunion".

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-13-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024